

de prêter main-forte aux mineurs et aux travailleurs de l'acier de notre région est de tenter d'obtenir de l'aide pour la Dosco, afin que les travailleurs en profitent. Nous voilà donc des deux bords à la fois.

Selon moi, il faudrait appliquer les programmes d'encouragement dont le gouvernement a fait si grand état de façon qu'une région comme celle de Sydney en bénéficie. Pourquoi est-on porté à transplanter ailleurs au pays une partie de l'usine de Sydney? Au lieu de s'en laver les mains, le gouvernement devrait intervenir pour que Sydney et toute la région du Cap-Breton gardent ce qu'ils ont. Il ne fait aucun doute que, depuis qu'il est au pouvoir, le gouvernement actuel s'en lave les mains.

Sous les conservateurs, maintes conférences ont eu lieu avec les intéressés, y compris les maires, le clergé, les conseillers, pour discuter des problèmes qu'affrontait la région. Mais depuis l'avènement du gouvernement actuel, pas une seule. Je demande au ministre de la Nouvelle-Écosse d'en faire tenir une, afin que les gens du Cap-Breton puissent y exposer leurs opinions au gouvernement, plutôt qu'au moyen d'une correspondance qui, vérification faite, ne soutient pas la comparaison avec d'autres propos tenus par un autre ministre à une autre occasion.

A maintes reprises, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a parlé des 25 millions de dollars comme d'un fait accompli. Voilà qu'il vient d'annoncer, en fin de semaine, qu'il compte se rendre sous peu en Nouvelle-Écosse pour rencontrer les intéressés. Le gouvernement a-t-il communiqué avec le syndicat et la société pour s'assurer qu'ils vont le rencontrer ou s'agit-il encore une fois d'un voyage pour permettre au ministre des Mines et des Relevés techniques de se mettre au courant?

Je pourrais en dire davantage, monsieur l'Orateur, sur la situation de l'embauche à Cap-Breton. Par exemple, je pourrais rappeler au ministre des Transport (M. Pickersgill) que j'ai reçu, le 2 mars, une lettre de son bureau au sujet d'une mise à pied à l'aéroport tête de ligne à Sydney, une affaire qu'il promettait d'examiner et sur laquelle il devait me renseigner bientôt. Toutefois, il ne m'en a plus donné de nouvelles. Mais des gens à Cap-Breton sont congédiés par ce gouvernement qui prétend prendre des mesures pour le bien du pays.

Je ne parviens même pas à intéresser assez le ministre, qui a le nez dans ses papiers, pour lui signaler que j'ai effectivement une

[M. MacInnis.]

lettre de son bureau, datée du 2 mars, à laquelle il n'a pas encore donné suite. Voilà qui indique encore le peu d'intérêt que le gouvernement porte aux questions qui intéressent la Nouvelle-Écosse et le Cap-Breton en particulier. Lorsque le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social va au Cap-Breton, il se flatte d'avoir tout fait, mais je peux dire au ministre de l'Industrie qu'il ne sait rien en ce qui concerne l'eau lourde.

Il peut le vérifier simplement en relisant ses propres discours consignés au hansard; il verra qu'il a contredit l'ancien ministre du Travail, maintenant ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et qu'il s'est parfois contredit lui-même, comme on le voit au compte rendu.

L'hon. M. Drury: Je me demande si l'honorable représentant pourrait citer ces occasions, car ces contradictions m'intéressent. Je n'ai pas pu les trouver.

M. MacInnis (Cap-Breton-Sud): Les contradictions sont faciles à trouver. J'aimerais poser au ministre de l'Industrie la question suivante: quels sont les besoins du Canada aujourd'hui en eau lourde? Si le ministre pouvait répondre à cette question j'irais plus loin et...

● (9.10 p.m.)

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, si cette question s'adresse à moi, je répéterai ce que j'ai dit quand la même question m'a été posée par le même député il y a à peu près deux semaines; cela relève désormais depuis quelque temps du ministre des Mines et des Relevés techniques (M. Pepin). Je m'efforce, autant que possible, de ne pas me mêler des affaires des autres.

Une voix: A ce moment-là cela relevait de vous.

M. MacInnis (Cap-Breton-Sud): Le ministre ne peut-il pas se rappeler que cela relevait de lui il y a quelques semaines? Veut-il dire qu'il ne savait pas quels étaient les besoins d'eau lourde du Canada? A brûle-pourpoint, dites-nous quel est le volume des besoins d'eau lourde au Canada.

L'hon. M. Pepin: Le député voudrait-il connaître les réponses à ces questions? Si oui, il n'a qu'à demander.

M. MacInnis (Cap-Breton-Sud): Le ministre lancerait-il simplement le chiffre?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, l'Énergie atomique du Canada, Ltée connaît bien ces chiffres. Il lui est assez difficile de les exprimer très clairement, d'abord parce qu'ils